

Délégation pour les relations avec Israël

32^e réunion interparlementaire Parlement européen - Israël
28 octobre – 2 novembre 2007

Projet de rapport de Madame Jana Hybášková, présidente de la délégation

Conduite par Mme Jana HYBÁSKOVÁ, présidente de délégation pour les relations avec Israël et composée de: M Bastiaan BELDER, vice-président de la délégation, M Gabriele ALBERTINI, M Nickolay MLADENOV, M Ulrich STOCKMANN, M Jelko KACIN, M Marek CZARNECKI, M Ryszard CZARNECKI, M David HAMMERSTEIN, M Paul VAN BUITENEN et M André BRIE, une délégation du Parlement européen a eu des entretiens avec des collègues de la Knesset et des membres du cabinet du Premier ministre ainsi qu'avec la vice Premier ministre et ministre des affaires étrangères, Mme Tzipi Livni, avec des ONG et des représentants de la minorité arabe. La visite revêtait une importance particulière dans le contexte des préparatifs de la conférence d'Annapolis prévue pour la fin novembre 2007.

Une conférence de presse a été organisée après la visite.

Trois sujets principaux ont été abordés pendant les entretiens:

I – Les relations bilatérales

Pendant la réunion d'information avec la troïka de l'UE, les ambassadeurs ont indiqué que des changements apparaissent dans les priorités d'Israël, surtout concernant ses relations avec l'UE, l'ONU et l'OTAN. Les ambassadeurs de la troïka ont rappelé que les échanges avec l'UE représentent les deux-tiers des échanges économiques israéliens. Ils ont informé les députés européens de l'existence d'un document informel. Ce document a également été mentionné lors de la réunion avec des membres de la Knesset ainsi que par la ministre des affaires étrangères. Cette dernière, qui espère obtenir des résultats concrets avant la fin de cette année, a qualifié ce document informel de sérieux et précisé qu'il appelle à une intensification importante des relations entre Israël et l'UE. Pour améliorer les liens bilatéraux, les domaines de coopération suivants sont considérés comme essentiels: marché intérieur, recherche et développement, environnement, éducation, culture, agriculture et investissements mutuels. Les membres ont appris avec satisfaction la décision du gouvernement israélien de promouvoir les relations bilatérales avec l'UE. Ils ont exprimé leur soutien aux efforts fournis tant par la Commission européenne que par le Conseil, efforts consistant non seulement à améliorer le suivi du plan d'action sous forme d'un document informel mais aussi à appuyer le groupe de réflexion UE-Israël établi durant et par la présidence allemande dans le but de saisir et orienter les occasions réelles

d'améliorer les relations mutuelles dans le cadre de la PEV. Ils ont pris acte du fait que, depuis 2004, se manifeste au sein du Parlement européen une nouvelle dynamique visant à promouvoir ce processus dans le cadre de la politique européenne de voisinage.

II – Conférence sur la sécurité internationale et la paix au Moyen-Orient.

La question du nucléaire iranien et le rôle joué par ce pays dans le soutien à la Syrie, au Hezbollah et au Hamas ont été largement débattu lors des réunions avec les membres de la Knesset, les officiels israéliens, les experts et Mme Tzipi Livni, la ministre des affaires étrangères. La plupart de ces interlocuteurs estiment que, d'ici un à trois ans, le point technologique de non-retour sera atteint. Selon les membres de la Knesset et des représentants officiels du gouvernement israélien, l'Iran aura, d'ici quelques années, la capacité d'enrichir de l'uranium et ensuite de fabriquer la bombe. Le député Isaac Ben-Israel a assuré qu'Israël ne tolérera pas cette situation. Même si quelqu'un comme Danny Yatom (chef du Labour) considère qu'il est déjà trop tard, la plupart des députés israéliens souhaitent que les sanctions économiques et politiques apportent une solution à cette crise majeure. Il semble toutefois que les capacités nucléaires de l'Iran sont extrêmement préoccupantes à cause de leurs implications sur l'équilibre des forces dans la région. Dans le long terme, un régime iranien doté de l'arme nucléaire alimenterait dans la région une course dangereuse aux ambitions nucléaires, car l'on peut s'attendre à ce que les États arabes sunnites ne restent pas sans réaction. Dans le court terme, la menace nucléaire iranienne est évaluée dans le contexte de ses liens avec le Hezbollah et le Hamas, deux organisations susceptibles de tirer parti de l'uranium enrichi qui leur serait fourni pour fabriquer des «bombes sales».

Les hommes politiques et les experts israéliens (dont Marc Heller du CISS) ont fait appel à la communauté internationale en général, et à l'UE en particulier, pour renforcer leur pression sur le régime iranien. À cet égard, ils ont insisté sur le rôle crucial de la Russie et de la Chine. Le Premier ministre Olmert et la ministre Tzipi Livni ont respectivement rencontré le président Poutine et les dirigeants chinois quelques jours avant la réunion avec la délégation du PE. Ils se sont dits satisfaits du résultat de leurs rencontres et ils espèrent que la Russie et la Chine n'utiliseront pas leur droit de veto si le Conseil de sécurité de l'ONU opte pour des sanctions plus sévères.

La délégation du PE a renouvelé son soutien et déclaré comprendre les inquiétudes sécuritaires d'Israël. Les députés européens ont demandé que l'on explore les chances d'une solution pacifique car l'UE comme l'État d'Israël attachent la même importance à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient.

Les tirs de roquettes sur Sdérot rendent les Israéliens particulièrement inquiets. Non seulement la situation actuelle est inacceptable pour la population, mais, à l'avenir, ces roquettes pourraient disposer d'une puissance de feu plus grande encore. Ce qui pourrait même entraver les négociations de paix. Depuis que le Hamas a pris le pouvoir à Gaza, le gouvernement se demande à nouveau si la solution des deux États est

encore praticable. Vu qu'il n'y a pas d'autre choix, la seule solution est d'affaiblir le Hamas, ce qu'a recommandé le conseiller du Premier ministre. Selon lui, Ehud Olmert veut aller de l'avant et, si nécessaire, il prendra des risques.

Concernant **la conférence d'Annapolis**, la délégation de l'UE eut l'occasion d'échanger des vues avec la troïka. Les ambassadeurs ont communiqué aux députés européens quelques-unes des réactions observées au lendemain des réunions que le commissaire Waldner a eues avec les autorités israéliennes et palestiniennes. Ils ont mis l'accent sur: i) le ferme soutien par l'UE des efforts des équipes de négociateurs conduites par Mme Livni et M. Qureia; ii) la poursuite par l'UE des actions humanitaires engagées au profit du peuple palestinien.

1 – La troïka de l'UE estime qu'actuellement, la question du calendrier bloque les pourparlers de paix. Les Palestiniens cherchent à obtenir un accord qui résoudrait les problèmes majeurs au cœur du conflit: des frontières définitives, le statut de Jérusalem, la question des réfugiés, les implantations et la création d'un État palestinien – avec un calendrier précis de mise en oeuvre. Les Israéliens, de leur côté, considèrent qu'il est prématuré d'aborder ces problèmes. Ils trouvent contre-productif d'imposer une date butoir pour la création d'un État palestinien. Ils préfèrent que l'on s'accorde sur un document général commun (une déclaration) qui ouvrirait la voie à une reprise complète des pourparlers de paix.

Les discussions que les députés européens ont eues avec les membres de la Knesset et Mme Livni ont confirmé cette position. En résumé: un calendrier que très souvent l'on ne respecte pas crée des attentes qui ne sont pas satisfaites, ce qui incite à la violence. En outre, les interlocuteurs israéliens (les députés Ben-Israel et Amira Dotan et la ministre des AE Livni) ont réaffirmé que la feuille de route représentait toujours le cadre des négociations de paix.

Dans la plupart des discussions politiques de la délégation de l'UE au niveau politique, la solution des deux États a été mentionnée comme étant la seule adéquate. Cependant, certains officiels israéliens semblent remettre en question les frontières de 1967, mais toutes les modifications devront faire l'objet d'un accord mutuel et d'un échange équilibré de territoires. Le professeur Ron Pundak du Centre Peres pour la paix a également mentionné cette approche car, pour lui, avant de parler des réfugiés et de Jérusalem, il faut aborder les questions du retrait complet et d'un échange équilibré de territoires.

Avec un optimisme prudent, la délégation de l'UE a exprimé son espoir que la conférence d'Annapolis confirme les principes de la feuille de route et la volonté politique de soutenir la solution des deux États. Si la conférence d'Annapolis réussit, le président Abbas en soumettra les résultats aux Palestiniens sous forme d'élections générales ou par referendum. Ce dernier pourrait impliquer les électeurs palestiniens en dehors des territoires.

2 – Concernant la **situation dans les Territoires occupés**, les députés européens, bien que reconnaissant les préoccupations sécuritaires d'Israël, ont fait part de leur inquiétude quant à l'efficacité et aux effets secondaires de la décision prise par Israël de

couper l'électricité et l'eau après un tir de roquettes et d'augmenter progressivement la durée des coupures si le barrage continue. La punition collective peut ne pas être le meilleur moyen d'arrêter les attaques à la roquette, ont dit les députés.

Ils ont également exprimé leur inquiétude concernant les conséquences sociales et économiques des mesures de sécurité telles que les barrages routiers et les points de contrôle. À la ECTAO (bureau de l'assistance technique de la Commission européenne pour la Cisjordanie et la bande de Gaza), la délégation de l'UE a reçu une vue d'ensemble des actions menées sur les plans humanitaire, économique et financier en faveur du peuple palestinien dans les Territoires ainsi que de la surveillance de l'aide financière. En ce moment, l'UE organise une aide humanitaire et une assistance temporaire pour payer les salaires de l'Autorité palestinienne. La somme de l'aide directe fournie par l'UE (y compris les États membres) dépassera 900 millions d'euros en 2007. Cependant, l'UE maintient son objectif de soutenir la construction des édifices institutionnels ainsi que le développement économique durable. En tant que représentant du Quartette, Tony Blair collabore étroitement avec l'équipe de l'ECTAO. Il a présenté aux Israéliens 10 projets économiques importants qui seront réalisés dans les territoires palestiniens occupés. Cependant, Israël considère que seulement 4 de ces projets sont acceptables. Les autres projets ont été rejetés pour des raisons sécuritaires. De plus, certains officiels israéliens ont critiqué le travail de M Blair qu'ils considèrent comme n'étant «pas très bien synchronisé».

Si une conférence de suivi des donateurs a lieu à Paris vers la mi-décembre comme annoncé, afin de financer les initiatives économiques qui vont contribuer à la création des conditions de viabilité d'un État palestinien, il faudra d'abord examiner l'impact actuel du tracé de la barrière de sécurité. En fait, au bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU, la délégation du PE a suivi un exposé exhaustif concernant les mesures imposées par Israël pour raisons sécuritaires aux Palestiniens dans les territoires occupés. La barrière a été construite parce que l'autorité palestinienne n'a pas été capable d'arrêter les actions terroristes et après que de nombreux actes de violence perpétrés près de ligne verte aient coûté la vie à 1148 personnes et blessé plus de 6 milles israéliens. Selon la cour suprême israélienne, ces actes ont été commis au début de la seconde Intifada entre septembre 2000 et septembre 2002. Bien qu'aggravant énormément la situation humanitaire et économique en Cisjordanie, la barrière se révèle une protection hautement efficace. Le nombre des attaques matérielles a diminué de 95 pour cent et les infiltrations de porteurs de bombe suicidaires à l'intérieur d'Israël ont presque entièrement cessé. La barrière devrait s'étendre sur 790 km (la Ligne verte fait 315 km). Depuis janvier 2006, 525 km (74,5 %) de la longueur totale prévue de la barrière se trouvent à l'intérieur des territoires de Cisjordanie. L'an dernier, le ministère de la défense a réalisé 102 km et 260 km sont encore prévus. Cependant, on n'a pas ajouté le moindre km depuis juillet 2007. Et les contraintes budgétaires ne sont, semble-t-il, pas les seules en cause. Dans le contexte du dialogue en cours entre Israël et les Palestiniens, on pourrait interpréter cette pause comme un geste de bonne volonté.

III – La situation des migrants et des minorités.

La question des migrants a été abordée lors d'une des sessions de travail organisées à la Knesset. L'expérience d'Israël concernant l'intégration des nouveaux immigrants a fait l'objet d'un débat entre les députés européens et leurs homologues de la Knesset. Il faut rappeler que 50 % de la population israélienne est née en dehors du pays et qu'entre 1989 et 1991 un important renversement s'est produit. L'effondrement de l'URSS a mis Israël devant des défis énormes pour absorber plus d'un million de juifs russes. Les universitaires ont mentionné une autre expérience d'intégration. Selon le professeur Jack Habib, la société israélienne se focalise énormément sur les quelque 30 à 40 000 immigrants éthiopiens. Pour venir en aide à cette population, Israël a dû réinventer tout son système d'assistance. Les aides destinées aux Éthiopiens (bourses, périodes d'assistance, classes de langue, programmes d'éducation et accès aux universités) sont dix fois plus importantes que celles destinées aux Russes.

Enfin, il reste évident que la cohésion de la société israélienne dépend non seulement de l'intégration des immigrants, de quelque origine qu'ils soient, mais aussi de l'intégration des citoyens non juifs. Ces derniers représentent actuellement plus de 20 % de la population. Pendant la visite de la délégation du PE, un exemple concret est venu illustrer ce fait. Des incidents entre la police et les habitants de Piki'in (une ville de Galilée dont la majorité est druze et que l'on considère comme un modèle de coexistence et de tranquillité) ont fait plus de 30 blessés¹.

Des ONG comme *Mossaw*, *Bt'Salem*, *Ir Amim* et *Arab Association for Human Rights* ont fait référence à cette affaire lors d'une rencontre avec la délégation du PE.

Certains représentants d'ONG ont insisté sur la discrimination légale et matérielle à l'encontre de la population israélienne arabe (l'existence de lois classifiant la population en fonction de l'appartenance culturelle ou religieuse, la facilité avec laquelle on retire la citoyenneté israélienne...). Ces ONG demandent un soutien fort de la part de l'UE et du PE. Ils aimeraient que les Européens abordent ces questions, par exemple, dans le cadre des relations bilatérales.

Les dialogues inter-culturel et inter-religieux sont plus que jamais nécessaires. Le représentant du Conseil de coordination inter-religieux en Israël (ICCI) a expliqué l'importance du dialogue «de peuple à peuple», seul moyen de combler le fossé entre les communautés. Il est persuadé que tous les conflits peuvent un jour s'arrêter et qu'ayant travaillé ensemble dans les moments difficiles, les responsables religieux peuvent jouer un rôle majeur dans l'établissement de la paix. Lors de la rencontre organisée au Centre Peres pour la paix, cette approche a été mise en évidence quand furent présentées de nombreuses initiatives réunissant des jeunes, des artistes, des universitaires et des entrepreneurs. La réconciliation n'est pas un acte unique: c'est un processus mentionné par le représentant des parents du Cercal. Beaucoup d'interlocuteurs voient l'UE comme un excellent exemple de processus de réconciliation réussie. De cette expérience, des leçons doivent être retenues.

¹ Plus de 200 policiers sont entrés dans le village de Pik'in à 3 heures du matin pour arrêter sept jeunes. On les soupçonnait d'être impliqués dans des actes de désordre social lors de manifestations contre l'installation d'une antenne de téléphonie cellulaire sur le toit d'un magasin. Les députés arabes (dont Majallie Whbee, ministre adjoint des affaires étrangères et vice-président du comité politique de l'APEM) ont demandé l'ouverture d'une enquête publique et la démission du commandant de police du district.

Pendant les sessions intensives avec les ONG, la délégation du PE a eu l'occasion de comprendre les défis socioculturels complexes auxquels fait face la société israélienne sur le chemin de la paix. Les députés européens ont promis de renforcer leur engagement en vue de promouvoir les droits de l'homme des minorités à l'intérieur de l'État d'Israël.

Les deux voyages d'information effectués par la délégation du PE

I – Dans le sud d'Israël (visite à Sderot)

Après avoir accueilli la délégation du PE dans son bureau, l'adjoint au maire a décrit la situation de la population de Sderot. Chaque semaine, cette dernière doit faire face à des tirs de roquettes Kassam. Ces attaques ont commencé en 2001 et le premier habitant a été tué en 2004. La délégation a ensuite parcouru la ville pour observer les cibles civiles récentes (école, station service...) des Kassams. Au commissariat de police, on stocke des restes de roquette que l'on peut examiner.

La délégation s'est rendue ensuite au Collège Sapir où les professeurs ont décrit la vie quotidienne dans cette école, une des principales cibles des tirs de roquettes. Des chiffres et des cartes y sont exposés. Chaque année, entre 600 et 700 tirs visent la région. Le Centre psychologique du collège s'est développé et la vie au quotidien a beaucoup changé, car, quand une alerte est donnée, les élèves et le personnel du collège doivent atteindre les abris en moins d'une minute. Selon une enseignante, la situation a empiré après les accords d'Oslo et le retour de Yasser Arafat dans la région. Elle a ajouté qu'avant cela, les relations de voisinage entre les habitants et la population de Gaza étaient bonnes.

L'enseignante s'est dite préoccupée par le fossé qui s'élargit entre les jeunes des deux camps à cause de la situation. Les jeunes demandent qu'une partie tierce (par exemple le PE) permette aux élèves, aux professeurs et aux travailleurs sociaux des deux camps de se rencontrer et de lutter contre le désintérêt mutuel qui grandit et risque d'aboutir à une rupture des contacts. Les députés européens ont accueilli favorablement cette suggestion. Ils ont exprimé leur solidarité et ont condamné les attaques incessantes depuis Gaza.

II – Dans le nord d'Israël (visite à un panorama et à Nazareth).

La délégation du PE a décidé de se rendre dans le nord afin de rencontrer des représentants des communautés religieuses arabes.

Dans son discours, **l'archevêque de Nazareth** a remercié la délégation du PE de sa visite qu'il considère comme un acte de solidarité envers une minorité oubliée. La situation de la population non-juive d'Israël devient de plus en plus difficile, ce qui explique en partie pourquoi on observe un exode des chrétiens. À Bethléem par exemple, les Chrétiens représentaient 65 % de la population il y a 25 ans. Aujourd'hui seulement 6 à 10 % sont restés. Il a cependant qualifié l'assassinat récent d'un libraire

chrétien à Gaza d'acte isolé qu'il ne faudrait pas interpréter comme une menace générale contre les Chrétiens.

Les députés ont également rencontré un **représentant de la communauté musulmane** qui est également juge d'un tribunal de la charia. Toutes les affaires privées (telles que déclaration de naissance, mariage, divorce, etc.) sont traitées dans les divers tribunaux religieux. Il a notamment évoqué la question des propriétés (biens fonciers, cimetières et mosquées) qui appartenaient à la communauté musulmane avant 1947. Actuellement, les Musulmans ne peuvent plus, par exemple, prier dans la mosquée de Ber Sheva, car le tribunal israélien a exproprié le bâtiment qui sert maintenant de musée.

La discrimination dans le domaine de l'enseignement pose également problème. Seuls 7 % de la population arabe (Chrétiens et Musulmans) ont accès aux universités alors qu'ils représentent 20 % de l'ensemble de la population d'Israël. L'UE pourrait contribuer en offrant des bourses scolaires et des voyages d'étude en Europe. La délégation a chaleureusement accueilli cette idée.

Observations finales:

La présidente de la Knesset Dalia Itzik a accueilli la délégation du PE en prononçant un discours. Ce fait inhabituel indique clairement une intensification des relations entre les deux entités. Étant donné la conférence d'Annapolis et toutes les évolutions dans la région, cette visite est arrivée au bon moment. Les députés européens ont profité de cette occasion, non seulement pour débattre des développements politiques entre Palestiniens et Israéliens, mais aussi pour se concentrer sur les possibilités de liens plus étroits entre l'UE et Israël ainsi qu'entre le PE et la Knesset. Les députés européens ont eu des discussions de haut niveau avec Mme Tzipi Livni, des membres de la Knesset et des conseillers du Premier ministre Olmert. À la Knesset, les principaux sujets suivants ont été abordés: l'eau et l'environnement, l'immigration, la sécurité. Les députés européens ont par ailleurs eu des discussions avec des représentants de la société civile et des communautés religieuses ainsi qu'avec des experts de la sécurité et des études stratégiques. Cette visite est intervenue à un moment difficile mais cependant crucial et plein d'espoir pour l'avenir du Moyen-Orient.

Il faut souligner que la plupart des interlocuteurs ont exprimé le souhait de voir l'Union européenne s'engager plus fortement dans le processus de paix. Si les résultats de la conférence d'Annapolis sont positifs, tous sont persuadés que l'UE devrait jouer un rôle (sur le terrain) dans l'établissement d'un processus de paix.

À tous les interlocuteurs, la délégation a réitéré le soutien du Parlement européen pour toutes les actions et initiatives prises afin de relancer le processus de paix. Elle les a assurés que le Parlement européen maintiendrait fermement son engagement pour une solution viable pour les deux États.

Pour tous les aspects pratiques, la délégation accueillerait très favorablement la création, au sein de la Knesset, d'un comité spécial qui traiterait avec son homologue du Parlement européen.

Concernant les minorités arabes, la délégation demande à la Commission d'inscrire ces minorités dans le programme des bourses scolaires et des échanges d'étudiants.

La délégation, qui continuera à suivre la situation à Sderot, compte inviter la population de cette ville au Parlement européen.

Annexe:

- Programme
- Liste des participants
- Discours de bienvenue de Mme Dalia Itzik, oratrice de la Knesset
- Communiqué de presse
- Interview de la présidente dans le Jérusalem Post

PARLEMENT EUROPÉEN

Délégation pour les relations avec Israël

28 octobre – 3 novembre 2007

Jérusalem

32^e réunion inter-parlementaire PE/Israël

PROGRAMME

Dimanche 28 octobre	Jérusalem
----------------------------	------------------

17 heures Rencontre entre le secrétariat de la délégation et la délégation de la CE en Israël à l'hôtel King David

Arrivée de la délégation et transfert à:

King David Hotel

23, King David Street

94 101 JERUSALEM

Tél.: 00 972 2 620 88 88

Fax: 00 972 2 620 88 80

Lundi 29 octobre Jérusalem

8.15 Départ de l'hôtel

09.00 Visite du Dôme du rocher et de la mosquée Al Aqsa (Porte des Lions)

09.45 Visite du tunnel (*par la porte Mugrabi*)

11.30 Briefing avec la Troïka: *Hôtel King David (Olive room)*

12.30 Déjeuner léger à l'hôtel

13.00 Départ pour Sderot + Visite du Collège Sapir

14.15 - Réunion avec l'adjoint au maire

16.00 - Visite du Collège Sapir

18.00 Départ pour Jérusalem

Dîner: dispositions personnelles

Mardi 30 octobre	Jérusalem
-------------------------	------------------

08.40 Départ pour le bureau du Premier ministre (seulement les députés européens et l'administrateur)

09.00

Réunion avec M. Erna Etzion, adjoint au chef du Conseil de la sécurité nationale

10.00

Réunion avec M Shalom Tourgeman, conseiller du PM pour les affaires étrangères

10.45 Déplacement à «Yad Vashem» (Mémorial de l'holocauste)
Visite de Yad Vashem

11.00 - Cérémonie de dépôt d'une couronne dans le hall du souvenir

13.00 Déjeuner à l'hôtel Crown Plaza offert par le directeur général adjoint, M. Raffi Barak (députés + 1 administrateur)
Déjeuner, dispositions personnelles pour les autres participants de la délégation

15.15 Visite officielle à la Knesset:

16.40.-18.00 - Commission de la défense et des affaires étrangères.

18.00-18.45 - Commission de l'environnement

18.45- 19.30 - Commission de l'immigration

20.00 King David /Dîner officiel présidé par le député Amira Dotan

Mercredi 31 octobre	Jérusalem
----------------------------	------------------

- 09.00 Réunion avec les représentants des ONG et de la société civile
Hôtel King David (Reading room)
- 09.00-09.45 Session 1
- MEMRI (Institut de recherche des médias du Moyen-Orient)
 - Association pour les médias Keshev: menaces contre la démocratie et comportement des médias en Israël
- 09.45-10.30 Session 2
- Conseil de coordination interreligieuse en Israël (ICCI)
- 10.30-11.15 Session 3
- ICEJ (Ambassade chrétienne internationale)
- 11.15-13.00 Session 4
- Ir Amim
 - B'Tselem
 - Centre Mossawa
 - Association arabe pour les droits de l'homme
 - Le cercle des parents
- 14.00 Conférence de presse: *Hôtel King David (Olive room)*
- 15.30 Réunion avec l'ECTAO (European Commission Technical Assistance Office, Cisjordanie et Gaza) et la Troïka
- 20.00 Départ de l'hôtel pour le dîner présidé par la délégation du PE au restaurant «The Taverna»

Jeudi 1^{er} novembre	Tel Aviv
--------------------------------------	-----------------

- 08.00 Règlement des formalités de départ de l'hôtel King David
08.30
- 09.00 Réunion de fin de mission à la OCHA et visite de la barrière de sécurité à Jérusalem Est
- 11.00 Départ pour Kfar-Saba , réunion d'information par un officier des IDF
- 12.00 Visite de la barrière de sécurité à Qalqilyah
- 13.15 Départ pour Tel Aviv

- 13.45 Réunion avec le professeur Mark Heller de l'Institut pour les études de sécurité nationale
- 17.00 Réunion avec Mme Tzipi Livni, vice Premier ministre et ministre des affaires étrangères (*Beit Hamot HaMishpat building*)
- 17.45 Réunion avec M. Ron Pundak , directeur général du Centre Peres (*bâtiment Beit Hamot HaMishpat*)
- 18.45
 Enregistrement à l'hôtel Dan de Tel-Aviv:
Hôtel Dan, Tel Aviv
 99 Hayarkon Street
 63432 TEL AVIV
 Tél.: 00 972 3 520 25 25
 Fax: 00 972 3 524 97 55
- 19.30 Réception à la résidence du chef de la délégation de la Commission européenne

Vendredi 2 novembre	Le Nord
----------------------------	----------------

- 08.00 Départ de l'hôtel
- 10.00 Visite du Nord et d'un point d'observation
- 14.00 Réunion et déjeuner avec l'Archevêque Chacour de Nazareth (représentant de la communauté chrétienne) (*Restaurant of Father Shofani - Nazareth*)
- 16.00 Réunion avec le juge Mohammed Abed (représentant de la communauté musulmane) (Sharia Court - Nazareth)
 Départ pour Tel Aviv
- 17.00 Arrivée à l'hôtel
- 19.00

Samedi 3 novembre	Tel Aviv
--------------------------	-----------------

Départ de l'hôtel Dan pour l'aéroport Ben Gourion et retour de la délégation du PE en Europe

EUROPEAN PARLIAMENT

DELEGATION FOR RELATIONS WITH ISRAEL

32nd EP/Israel interparliamentary meeting

Jerusalem and Tel Aviv
28 October - 3 November 2007

Participants list

Members of the European Parliament (11)

	Name	Political Group	Country
Mrs Jana	HYBÁSKOVÁ (Chair of the Delegation)	EPP-ED	Czech Republic
Mr Bastiaan	BELDER (Vice-Chair of the Delegation)	IND/DEM	The Netherlands
Mr Gabriele	ALBERTINI	EPP-ED	Italy
Mr Nickolay	MLADENOV	EPP-ED	Bulgaria
Mr Ulrich	STOCKMANN	PSE	Germany
Mr Jelko	KACIN	ALDE	Slovenia
Mr Marek	CZARNECKI	UEN	Poland
Mr Ryszard	CZARNECKI	UEN	Poland
Mr David	HAMMERSTEIN	Verts/ALE	Spain
Mr Paul	VAN BUITENEN	Verts/ALE	The Netherlands

EPP-ED	-	Group of the European People's Party and European Democrats
PSE	-	Socialist Group in the European Parliament
ALDE	-	Group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe
UEN	-	Group of the Union for Europe of the Nations
Verts/ALE	-	Group of the Greens / European Free Alliance
GUE/NGL	-	Confederal Group of the European United Left - Nordic Green Left
IND/DEM	-	Group of the Independence and Democracy

Secretariat, Interparliamentary Delegations (3)

Mr	Hans-Hermann	KRAUS	Principal Administrator
Mrs	Djamila	CHIKHI	Administrator
Mrs	Vera	BENITO	Administrative Assistant

Political Group Advisors (4)

Mr	Jorge	SOUTULLO	EPP-ED
Mr	Bruno	MARASA	PSE
Mr	Niccolo	RINALDI	ALDE
Mrs	Sylwia	WOJCIECHOWSKA	UEN

Interpreters (4)

Mrs	Gisèle	ABAZON	HE
Mr	Ilan	STEINBERG	HE
Mrs	Regine	STURM	DE
Mrs	Batia	FROST	HE

* * *

Accompanying the Members (3)

Mrs Barbora **TREBICKA**

Mrs Melinda **GIJSBERTSE**

Mrs Giovanna **MORERIO**

Mrs Hybásková's assistant

Mr Belder's assistant

Mr Albertini's assistant

Greetings by the Speaker of the Knesset to the Delegation from the European Parliament

Knesset Plenum, 30 October 2007

(unofficial translation, prepared before the Knesset Session)

Members of Knesset,

Today, the Knesset is hosting a delegation of friends, Members of the European Parliament – headed by Mrs. Jana Hybášková – who have come here to hold an open and frank dialogue on issues of importance that touch on the fundamental issues of our life here in Israel.

Dear guests,

Welcome to the Knesset, the stronghold of Israeli democracy and the only democracy in the whole of the Middle East.

When I glance at the list of your countries of origin, I feel extremely jealous. You, the Members of the European Parliament, represent countries that once fought each other in brutal wars through many years of bloody conflict.

And yet here you are, seated together in one Parliament, working to build a better future and create a better environment for all the residents of Europe.

The deep residue of the wars of the past fought on your land seems to have totally vanished.

Enemies of the past are today partners in the formation of a united, advanced Europe, a Europe that seeks to create prosperity and peace, a flourishing economy, a thriving culture, and global security all on the basis of shared interests – a winning and proven combination.

Distinguished guests,

Ever since the establishment of the State of Israel almost sixty years ago, we have been seeking the path to peace with our neighbours. We have experienced ten wars; we have never known a single day of security and calm.

Yet we remain determined not to give up, not to miss any opportunity to achieve the breakthrough to a solution that will bring peace and security to our citizens. However, that path can never follow a route soaked in blood.

That path can never follow a route paved with acts of murder and terrorism.

We have built a wonderful country, we have many achievements in a number of areas: in the economy, in industry and hi-tech, in technology, in medicine, in jurisprudence, in agriculture and many other areas.

And we did all this while under fire.

Today's security situation is still unstable and dangerous.

I would like to ask you this question:

How can we proceed towards peace when towns and villages within the State of Israel are under daily attack by missiles and Kassam rockets?

This unceasing bombardment takes human life, totally undermines the routine of daily living and threatens the last remaining hope of the chance to live in peace with our neighbours from across the border fence.

Yet this is a hope that we have never and will never give up.

A great many innocent citizens are under a permanent deadly threat.

You must agree that this is intolerable.

Would the countries that you represent accept a situation like this for even a single day? Of course they wouldn't.

Israel has a duty towards its citizens – I believe that if the leaders of Europe had to face such constant shelling, their response would be similar and perhaps harsher.

Allow me to remind you that Israel has already proved she is prepared to make far-reaching and painful concessions in order to achieve peace and calm.

Israel never hesitated to give up assets such as oil and territory – won in wars she did not initiate – in exchange for peace with Egypt and Jordan. Not long ago we uprooted flourishing settlements and thousands of residents who lived in the Gaza Strip, and what did we receive in exchange from the rulers of Gaza?

Terrorism, terrorism and more terrorism.

The Palestinian Authority has a moderate leadership and we are holding an ongoing and positive dialogue with them.

It is important that the countries of Europe should also learn, as we did, to make the necessary distinction between the moderate and pragmatic forces and those extremist elements that must be isolated and condemned.

Distinguished guests,

We expect the European Parliament to exert all its power to reduce the level of terrorism and not to display tolerance towards those who instigate it.

The countries of Europe should not hold any dialogue with Hamas, whose path is the path of terrorism.

The Hamas regime does indeed threaten our citizens, but let us not forget that it also represents a destructive force for the Palestinians themselves.

* * *

We rebuilt the land of our fathers, the homeland of our nation, our right to which received the recognition of the nations of the world. We created a refuge and a new hope for the survivors of the Holocaust following the annihilation of one third of the Jewish People, and now the President of Iran comes and threatens to send a nuclear bomb to kill and destroy us.

But the nuclear threat is not enough for the Iranian dictator – he also supports, encourages and finances the terrorist organizations, Hizbullah and Hamas, and the countries that sponsor them and give them shelter.

Iran and her satellites do not only endanger Israel, they also threaten the stability of Europe, and I am sure that you are all very aware of this.

We expect the European Union to express its outrage regarding what is happening in Iran and the declared intentions of the Iranian President.

We expect the European Union to take determined and energetic action against its acquisition of nuclear weapons.

Empty words are not sufficient – there must also be action.

The nuclear hour-glass is emptying fast.

All of humanity is likely to pay the price of the delay and hesitation in dealing with Iran.

And the price will be very heavy.

Just as the countries of Europe exchanged hatred and bloodshed for prosperity and growth, we seek a similar turning point in our region.

This is the dream of every Israeli.

This is our national dream.

We hope that the meetings you hold with Members of the Knesset and with other Israelis during your visit here in Israel will be constructive and will help to build confidence and promote the relations between Europe and Israel. I believe that these meetings might contribute to an advance towards that breakthrough that we all hope for.

I welcome you all to the State of Israel and wish you a fruitful and successful visit.

La rencontre inter-parlementaire PE/Israël traite des relations bilatérales et de la paix au Moyen-Orient

31/10/2007 La 32^e rencontre interparlementaire PE/Israël s'est déroulée hier en Israël. Conduits par Mme Jana HYBÁSKOVÁ (PPE-DE, de nationalité tchèque), présidente de la délégation des relations avec Israël, les 11 députés européens ont eu des entretiens avec leurs homologues de la Knesset sur les problèmes de la sécurité, de l'environnement et de l'immigration. La délégation, qui a également rencontré des membres du cabinet du Premier ministre et des représentants des ONG, aura demain une entrevue avec Mme Tzipi Livni, vice Premier ministre et ministre des affaires étrangères

La délégation a accueilli favorablement l'intensification des relations bilatérales entre l'UE et l'État d'Israël. La délégation, qui s'est dite préoccupée par la menace que pose l'Iran pour l'Europe et le Moyen-orient, a exprimé son espoir qu'un règlement politique aboutisse à une solution pour les deux États. Pour exprimer leur solidarité avec les habitants, les députés européens se sont rendus à Sderot. Là, ils ont condamné en termes forts les attaques menées depuis Gaza contre Sderot. Ils ont réitéré leur désapprobation concernant les points de contrôle et les implantations illégales en Cisjordanie.

La délégation, qui sera en Israël depuis le 28 octobre jusqu'au 3 novembre, visitera Jérusalem, Sderot, Tel Aviv, Tibériade et Nazareth. En séance plénière, l'orateur de la Knesset a salué la délégation. Celle-ci a rencontré des membres des commissions de la Knesset pour l'environnement, l'immigration, la défense et les affaires étrangères.

Relations bilatérales Les députés européens ont appris avec satisfaction la décision du gouvernement israélien d'intensifier les relations bilatérales entre l'UE et l'État d'Israël. Ils ont pris acte du fait que, depuis 2004, se manifeste au sein du Parlement européen une nouvelle dynamique visant à promouvoir ce processus dans le cadre de la politique européenne de voisinage. Dans ces conditions, la délégation exprime son soutien aux efforts fournis tant par la Commission européenne que par le Conseil en vue d'améliorer le suivi du plan d'action. Elle applaudit également le travail accompli par le groupe de réflexion. Les députés européens encouragent les présidences futures du Conseil à mettre en place des dispositions appropriées en vue de renforcer les relations bilatérales notamment dans des domaines comme la recherche et le développement du marché intérieur, l'environnement, l'éducation et les investissements mutuels.

Sécurité internationale et paix au Moyen-Orient

L'Union européenne et l'État d'Israël partagent la même préoccupation sécuritaire: l'Iran. Menace existentielle pour l'État d'Israël, ce pays représente un danger énorme et croissant pour la sécurité de l'Europe et de la Méditerranée. La délégation du PE demande que l'on exploite les possibilités d'une solution pacifique. L'UE comme l'État d'Israël attachent la même importance à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient.

Avec un optimisme prudent, la délégation de l'UE a exprimé son espoir que la conférence d'Annapolis confirme les principes de la feuille de route et la volonté politique de soutenir la solution des deux États.

Lors de leur visite à Sderot, les députés européens ont exprimé leur solidarité avec les habitants et condamné les attaques incessantes depuis Gaza.

Ils ont renouvelé leur engagement à promouvoir les droits de l'homme des minorités vivant dans l'État d'Israël. Ils se sont dits préoccupés par les conséquences économiques et sociales des mesures de sécurité telles que les points de contrôle et la barrière de sécurité. L'impact négatif des implantations illégales, particulièrement à Jérusalem Est, les inquiète également.

Les autres membres de la délégation sont:

Bastiaan BELDER (IND/DEM, NL), Gabriele ALBERTINI (PPE-DE, IT), Nickolay MLADENOV (PPE-DE, BG), Ulrich STOCKMANN (PSE, DE), Jelko KACIN (ADLE, SL), Marek CZARNECKI (UEN, PL), Ryszard CZARNECKI (UEN, PL), David HAMMERSTEIN-MINTZ (Verts/ALE, ES), Paul VAN BUITENEN (Verts/ALE, NL) et André BRIE (GUE/NGL, DE).

Personne de contact:
Hans-Hermann Kraus

+32 496 59 94 69

: hkraus@europarl.europa.eu

ou :

Barbora Trebicka

+32 473743803

: jana.hybaskova-assistant@europarl.europa.eu

Lorinc REDEI

Parlement européen
Directorat général pour
l'information
Service de presse
Portable : +32 498 98 32 83
Tél. (BXL) : +32 2 28 32379
Fax (BXL) : +32 2 28 44995
Email :
lorinc.redei@europarl.europa.eu

EU politician: No peace without Syria

**Jerusalem Post,
Sheera Claire Frankel and Tovah Lazaroff**

Syria will not allow any serious peace agreement to be reached without playing a central role in the negotiations, European Parliament member Jana Hybaskova told *The Jerusalem Post* Wednesday.

Hybaskova, chairwoman of the Delegation for Relations with Israel and a member of the European People's Party (Christian Democrats) who also sits on the Committee on Foreign Affairs and the Committee on Budgets, recently met with Syrian President Bashar Assad. She spent this week leading a delegation of European Parliament members in Israel.

"[Syria] has the vision that there is no peace without Syria," Hybaskova said. The Syrians have an "overexaggerated sense" of their own importance, she said, adding, "They want to put themselves in the center... and that is the key," so if they cannot be part of masterminding the peace, "they want to destroy it." "That is a very dangerous message," she said.

Hybaskova said she had been disappointed by the Syrians' "rigid" response on several issues, including the release of Syrian dissidents from jail, negotiations over the Golan Heights and the strengthening relationship with Russia.

"I am very much concerned with the mounting influence of Russia - not only in Syria, but in the whole Middle East," she said.

Hybaskova said she was particularly worried about Russia's ties with Iran and its actions to dissuade the construction of missile defense systems in Central and Eastern Europe.

"Whenever we are active, Russians come and say, 'No, Iran is not that important. Do not build this defense,'" she said. Israel should use its "special relationship" with Russia to persuade Moscow to change its tune on missile defense and Iran in general, she said, citing the number of Russian immigrants in Israel and the trade between the two countries.

"We do not want Iran to come up with a nuclear program. We realize this is a threat to all of Europe," she said.

Turning to the issue of sanctions against Iran, Hybaskova said swaying Russia to support such moves was critical if economic isolation was to be truly effective.

Europe, in general, needs to take a tougher stance on sanctions, she added, noting that more than 200 European Parliament members have called for harsher economic sanctions on Iran.

In addition to diminishing economic ties between Iran and European countries, the European Parliament is also considering enacting measures that would stop Iranian flights from landing in Europe for commercial or private purposes, she said.

As part of her visit to Israel, Hybaskova and half a dozen Parliament members visited Sderot on Monday.

"We were truly shocked to visit places like Sapir College, which is sometimes the target of attacks three times a day.... This should be stopped. There is no democratic country that would sit and watch this happen and not act to protect its citizens," she said.

While expressing doubt over the current methods the government was using in the Gaza Strip to stop terror, such as cutting power and electricity, Hybaskova said she knew of no other solutions.

She said it was clear to her that Egypt could play a more active role in preventing smuggling along its border with the Gaza Strip.

"Egypt [has shown] they have no capacity to control the border," she said. "We need to make them part of the solution and not part of the problem."

"There needs to be a debate about the Egyptian role and Egyptian control of the border, especially the money and devices being smuggled to Egypt from Syria," she said. "Why is this being allowed to happen?"

In search of answers, Hybaskova and the delegation will meet with Palestinian officials on Thursday to discuss expectations for the region and the upcoming Annapolis peace conference.

David Kriss
Press & Information Officer
Delegation of the European Commission to the State of Israel
Paz Towers, 5-7 Shoham Street, Ramat Gan

972-3-6000906 or 972-3-6137799 (ex906) or 972-54-2240772
Please note my new email david.kriss@ec.europa.eu

<http://www.delisr.ec.europa.eu>